



## □ Cachan : Une réflexion sur le fond

Lucien Saintonge

**A** Cachan, les 24 et 25 février derniers, se déroulait le colloque organisé en commun par les « Rencontres Socialistes de Grenoble » et la « Gauche Européenne » sur le thème « *La Gauche et l'Europe* ».

Les différents participants devaient buter sur la contradiction suivante : le socialisme semble ne pouvoir s'épanouir que dans le cadre européen, mais en même temps il est clair que l'Europe libérale actuelle, ses composantes politiques, son traité et ses réalisations multiplient les entraves au développement du socialisme.

Le rapport présenté par R. Fossaert (Rencontre Socialiste de Grenoble) n'esquivaient pas la difficulté (contrairement à celui de Squercioni) ce qui devait le conduire à la recherche d'une « stratégie du compromis » et à un essai de définition de la marge de manœuvre laissée à un gouvernement de gauche désireux de transformer les structures économiques et sociales de son pays sans pour autant rompre avec le cadre européen, retourner à l'autarcie et au protectionnisme économiques.

Il n'en fut malheureusement pas de même des interventions de nombreux membres de la Gauche Européenne (notamment de MM. Constant, Jacquet, Garnier, Theron...) qui se refusaient visiblement à prendre en considération les termes dans lesquels le représentant des Rencontres Socialistes de Grenoble avait posé le problème. Ce qui intéressait Max Morel, c'était plus la longue tradition démocratique, la puissance du mouvement travailliste anglais par lesquels il justifiait la nécessaire entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE que les liens préférentiels de la Grande-Bretagne à l'égard des U.S.A., les 600.000 chômeurs anglais et le renforcement de l'Europe libérale qui découlerait d'une adhésion britannique

inconditionnelle.

Quant à Christian Pineau il n'hésita pas à dissocier d'emblée la construction d'une Europe politique « valable quel que soit le régime social » de la construction du socialisme en France.

François Mitterrand, fort de son expérience au Parlement Européen, fit preuve de réalisme en constatant le profond décalage entre la réalité européenne libérale et l'aspiration socialiste. Le C.E.R.E.S. par la voix de Henin stigmatisa quant à lui, avec quelque virulence et clairvoyance la social-démocratie italienne, allemande et anglaise. Il en arriva logiquement à rejeter tout pouvoir supranational.

Mais on remarque surtout l'importante déclaration d'André Jeanson, de la C.F.D.T., qui se déclara d'accord avec la méthode d'approche de Fossaert, dénonça la confiscation de l'Europe par les forces capitalistes et insista sur la nécessaire concertation tant au niveau français qu'europpéen entre forces syndicales et forces politiques dans le respect de l'autonomie de chacun.

Médard-Lebot (syndicaliste agriculteur de l'Ouest) montra la nécessaire mobilisation des paysans des régions défavorisées contre les orientations libérales du Marché commun actuel.

Le colloque entendit encore des interventions de G. Martinet, J. Bénard, qui apportèrent une contribution importante à la recherche esquissée par R. Fossaert.

Puis, Roland Cayrol regretta que ce colloque ne fût pas celui de l'ensemble de la gauche puisque le P.C. en était absent et indiqua la nécessaire condamnation de l'impérialisme américain comme l'avait justement souligné P. Naville.

Ce dialogue, établi entre la Gauche Européenne social-démocrate et les Rencontres Socialistes de

Grenoble fut souvent un dialogue de sourds tant l'analyse de la réalité européenne, la méthode d'approche des problèmes et la conception même du socialisme sont différentes. Il reste que la participation à cette discussion de syndicalistes ouvriers et paysans est une contribution indispensable à l'élaboration d'une stratégie commune des forces socialistes en Europe occidentale.

Nous publions ci-après des extraits des interventions de nos camarades M. Bridier (ci-dessous), M. Rocard (pages 5 et 6) et P. Mendès France (page 7). Nous publierons prochainement les passages importants des exposés de P. Naville et J. Malterre.

## □ Intervention de Manuel Bridier

*Manuel Bridier, membre du Bureau national, intervient au nom du P.S.U. sur ce qui devrait être la politique de l'Europe à l'égard des pays du tiers monde.*

**L**es objectifs de la coopération européenne doivent être profondément transformés. Il ne doit plus s'agir d'apporter aux pays du tiers monde le ballon d'oxygène qui leur permet de ne pas mourir et de continuer à être le prolongement de l'économie capitaliste européenne. Il s'agit de leur permettre de s'affranchir des tutelles extérieures et de notre propre assistance et de créer les conditions d'une évolution positive de leurs structures internes.

L'octroi de préférences aux produits manufacturés en provenance des pays sous-développés, évoqué dans le rapport Squercioni, est à coup sûr un moyen d'y parvenir. Encore faut-il que les pays reçoivent les moyens de développer effectivement une industrie, ce qui implique une reconversion complète des critères actuels du Fonds et de la Banque Européenne d'Investissements, liés à une conception étroite de la rentabilité capitaliste des entreprises et à l'opposition irréductible à toute intervention publique dans les secteurs productifs.

Le financement de cette industrialisation ne peut cependant être assuré, au stade actuel du développement, que par le profit tiré des exportations agricoles. Chacun le sait, les aides accordées par les pays industriels ne sont qu'une compensation du vol manifeste qui s'exerce à travers les mécanismes du commerce international, à travers la détérioration des termes de l'échange. Il s'agit de faire en sorte que les pays du tiers monde puissent s'affranchir de la mendicité en s'affranchissant du vol, en retirant de leur travail une juste rémunération.

L'idée d'une garantie annuelle des recettes, avancée ce matin dans l'un des rapports, paraît à priori séduisante. Son application pratique me paraît cependant malaisée. Ne risque-t-elle pas de dissocier

une fois de plus les ressources financières des pays sous-développés de la valeur effective de leur travail ? Il serait, à mon avis, plus réaliste et plus juste de rechercher l'équilibre des cours dans la mise sur pied de mécanismes monétaires associant les liquidités internationales aux stocks de matières premières — comme l'a proposé notre camarade Mendès France — et dans la signature de contrats commerciaux à long terme.

Comment enfin ne pas approuver la conclusion du rapporteur sur la nécessité d'une stratégie globale du développement ? Nous sommes ici au cœur du problème. Une telle stratégie globale ne saurait sortir en effet de la seule décision des Six, dans le cadre des institutions du traité de Yaoundé. Elle implique la concertation entre les uns et les autres, la refonte complète des structures en vue d'une participation effective des représentants du tiers monde à la recherche et aux décisions comme au contrôle de leur exécution, que ce soit dans le domaine des investissements et dans le domaine d'une coopération technique élargie.

Enfin — et c'est par là que je voudrais conclure — il demeure que les meilleures institutions ne seront rien sans les forces économiques et sociales qui les animeront.

Une conception socialiste de la coopération avec les peuples du tiers monde suppose l'élimination du colonialisme dans notre propre pays, la nationalisation des compagnies de navigation, des assurances maritimes, du commerce avec les pays aidés, de tous les secteurs parasites qui sont aujourd'hui les véritables bénéficiaires de la coopération.

Ce sont là des choses que nous devons, que nous pouvons inclure dans un programme commun de " la gauche. Nous ne pouvons cependant nous faire trop d'illusions sur les chances de faire aboutir de telles mesures au niveau de l'Europe entière, non plus d'ailleurs que dans les pays sous-développés dirigés par les bourgeoisies nationales néo-colonialistes.

Dans ce domaine comme dans les autres, les meilleures institutions européennes ne mettent pas fin à la lutte des classes elles constituent seulement le cadre nouveau dans lequel ces luttes se développent.

C'est assez dire que le problème des relations de l'Europe avec le tiers monde n'est pas seulement celui des Etats, celui des gouvernements, mais celui des peuples. C'est aussi le problème des relations entre les partis et les syndicats de la classe ouvrière européenne et les forces populaires du tiers monde.

La coopération des Etats et des gouvernements ne serait rien sans cette coopération des peuples, sans cette convergence de nos luttes, en Europe et dans le tiers monde, contre l'impérialisme sous toutes ses formes. C'est à ce prix que nous donnerons un sens aux institutions dont nous parlons ici. C'est à ce prix que nous apporterons notre contribution à la lutte mondiale des hommes pour le mieux-être et la dignité.

## □ Intervention de Michel Rocard

*Après avoir rappelé le bilan, douteux pour les travailleurs, de 10 ans de construction européenne, et les incertitudes pour l'avenir, Michel Rocard attribue ces difficultés à l'incapacité des rédacteurs du Traité de Rome de concevoir un modèle de développement différent de celui du capitalisme néolibéral. L'Europe n'aura pourtant un sens pour les travailleurs qu'en se donnant des objectifs en opposition radicale avec ceux qui sont poursuivis à l'heure actuelle aux Etats-Unis et il décrit quelques-uns de ces objectifs.*

*Nous reproduisons ci-dessous de très larges extraits des parties les plus importantes de son intervention :*

*Elles traitent de l'orientation extérieure de l'Europe et définissent une politique socialiste en Europe.*

**C'**est en effet dans ce domaine que se posent les problèmes les plus immédiats. Politique de l'Europe vis-à-vis des investissements américains, adhésion de la Grande-Bretagne et évaluation du risque qu'elle comporte de voir l'Europe se diluer dans une vaste zone de libre-échange atlantique, politique de coopération avec les pays du tiers monde et certains d'entre eux de manière privilégiée, politique monétaire internationale, politique douanière du Marché commun, attitude devant le problème allemand, tous ces problèmes, sans aucune exception, sont très étroitement conditionnés par un choix fondamental, celui des relations entre l'Europe et les Etats-Unis. C'est donc ce choix qu'il faut maintenant examiner, non plus en fonction de nos objectifs internes, mais en fonction de la situation mondiale. Les milieux dirigeants américains sont de plus en plus intolérants à toute volonté d'indépendance dans le tiers monde. On connaît les événements du Guatemala, de Cuba et de Saint-Domingue, comme le soutien public à de nombreuses dictatures militaires d'Amérique latine, que parfois les Etats-Unis ont contribué à mettre en place. On sait moins l'extraordinaire renforcement du commandement militaire sud, installé à Panama, disposant de « conseillers » dans toutes les républiques de l'hémisphère, et spécialement chargé de la répression des évolutions subversives. Mais où commence la subversion ? Avec la seule exigence d'une réforme agraire ?

La guerre du Vietnam ne poursuit pas d'objectifs directement économiques. Elle a pour objet de préserver l'équilibre politique dans cette région du monde, équilibre caractérisé par la présence physique des militaires américains dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est.

L'affaire grecque montre aussi jusqu'où peut aller cette forme de complicité entre des bourgeoisies nationales menacées et des éléments américains parfois à peine contrôlés par leur Gouvernement, mais couverts après coup.

Si l'on ajoute à cela que les Etats-Unis ne se sont jamais vraiment prêtés à une politique d'aide désintéressée vis-à-vis du tiers monde, ni même à un effort efficace de stabilisation des cours des matières premières dont pourtant leur puissance leur donne les moyens, si l'on ajoute encore que la guerre du Vietnam tourne au génocide, avec les longues conséquences psychologiques et politiques que cela suppose, si l'on ajoute enfin qu'une gigantesque famine mondiale s'annonce pour dans une décennie, alors il n'y a qu'une conclusion.

L'Europe a un urgent besoin de se désolidariser de cette politique inadmissible, pour pouvoir contribuer ensuite à préserver un dialogue pacifique dans le monde, car elle aura gardé la confiance du tiers monde. L'Europe est aujourd'hui seule en fait à pouvoir proposer des solutions nouvelles et massives aux drames du sous-développement. C'est sa tâche la plus urgente.

Pour le moment, l'affirmation de cette politique passe par une condition négative, le désengagement, c'est-à-dire en premier lieu le refus du Pacte Atlantique, et par une condition positive, la traduction de cette espérance en termes politiques concrets.

Que peut donc être aujourd'hui...

### Une politique socialiste en Europe ?

Elle doit à notre avis répondre à quatre objectifs principaux.

1 - *PERMETTRE DES EXPERIENCES SOCIALISTES NATIONALES.*

Ce point n'a pas besoin d'être longuement développé : il a fait l'objet d'excellentes contributions, de Fossaert, de Bénard, et de Malterre pour le Bureau National du P.S.U., notamment.

Rappelons qu'à nos yeux cela signifie que l'effort de construction européenne n'est admissible que s'il est compatible avec les transformations entreprises par chaque Gouvernement, et notamment par le prochain Gouvernement de gauche en France, pour limiter l'impact du libéralisme, de ses conséquences sociales et de ses fluctuations et augmenter les moyens d'une planification cohérente dans nos sociétés.

Cela signifie que l'extension du secteur public doit être possible sans que s'y oppose aucune clause anti-monopole.

Cela signifie que l'Europe doit converser un niveau de protection douanière et monétaire suffisant.

Cela signifie que chaque Etat doit conserver la possibilité de faire chez lui — avant que les moyens

n'en soient réunis au niveau de l'Europe — une politique de crédit, voire une politique fiscale sélectives.

Cela signifie aussi que, en cas de sabotage financier d'une expérience socialiste, le Gouvernement intéressé a le droit de recourir aux mesures de sauvegarde nécessaires pouvant aller jusqu'au contrôle des changes. L'analyse précise de ces conditions d'autonomie d'une expérience socialiste est une des tâches majeures qui attendent la direction politique de la gauche se préparant à la conquête du pouvoir.

## 2 - ASSURER LES CONDITIONS D'UNE ORIENTATION DIPLOMATIQUE PACIFIQUE.

La première condition, je l'ai dit, nous paraît être la dénonciation du Pacte Atlantique par la France. Nous savons fort bien que, la France n'étant plus intégrée dans le dispositif militaire de l'alliance, cette disposition n'a pour notre seul pays qu'un intérêt modeste. Mais la France n'est pas seule, et nous poursuivons, à travers cette exigence, trois objectifs. Le premier est de créer en France une décision véritablement irréversible. Le second est d'affirmer par un acte public, devant les pays du monde entier, que la France se désolidarise de la politique extérieure actuelle des Etats-Unis d'Amérique. La gauche aura besoin de confirmer ses intentions à cet égard : c'est le seul moyen. Le troisième objectif est d'empêcher, par un blocage diplomatique, au niveau de la France, que la construction européenne ne s'engage dans la mouvance atlantique.

Un autre élément essentiel d'une orientation diplomatique pacifique est la politique de coopération avec le tiers monde. Manuel Bridier a dit quelles sont les orientations du Parti Socialiste Unifié à cet égard, je n'y reviens donc pas.

La politique de défense devra aussi être définie dans ce sens. Cela suppose la réintégration de la France dans l'effort mondial de contrôle des armements : cessation des essais nucléaires atmosphériques, discussion du Traité de non-prolifération. Mais surtout l'organisation de la politique militaire des Etats d'Europe passe par un changement des missions de leurs armées. Dans la mesure même où la véritable dissuasion n'est plus à notre portée, le seul objectif est de rendre l'Europe inassimilable à toute conquête : une défense civile anti-atomique réelle doit être préparée en même temps qu'une défense conventionnelle du territoire. Cela commence au niveau national.

Dans un autre domaine, les pays d'Europe illustreront leur volonté de paix en favorisant des relations économiques, sociales et culturelles croissantes avec les pays de l'Est. Le fait même que leurs échanges soient planifiés contribuera à renforcer la prévision et la planification en Europe, en même temps qu'à limiter les fluctuations conjoncturelles ; ce point a fait l'objet d'autres contributions.

C'est sur le plan proprement diplomatique que les conditions de la paix ont aujourd'hui le plus besoin d'être assurées en Europe. Les derniers événements qui se sont produits en Allemagne, et notamment la progression du N.P.D., montrent bien les risques de déséquilibre et de tension que comporte la situation actuelle de ce pays.

Depuis que Monsieur le Ministre Wehner a eu le courage de dire publiquement que la prétention du Gouvernement fédéral à représenter toute l'Allemagne était vaine, on commence à entrevoir ce que pourrait être cette négociation.

Elle part de la reconnaissance par tous les intéressés de la ligne Oder-Neisse comme frontière de l'Allemagne. Elle pourrait aboutir à une confédération allemande formée de deux Etats et neutralisée, ou à tout le moins dénucléarisée. Le cheminement vers une telle solution passe par la reconnaissance de la République Démocratique Allemande, l'ouverture de négociations internationales avec l'Union soviétique, à la recherche d'un désengagement partiel de l'Europe, comme l'ont proposé voici quelques années le ministre des Affaires Etrangères de Pologne Rapaczi, et Pierre Mendès France. Les relations entre les deux Etats devront par ailleurs être largement intensifiées, notamment sur le plan économique, la C.E.E. pouvant passer pour ce faire des accords à long terme avec la R.D.A. Le parti socialiste allemand avait proposé en 1959 un plan de réunification qui présentait dans ce sens des suggestions utiles.

La coexistence pacifique actuelle ouvre une telle perspective. Il est du devoir de l'Europe d'en profiter pour assurer le règlement du problème allemand dans un sens qui contribue à diminuer le contrôle américain sur l'Europe.

## 3 - CREER LES INSTRUMENTS D'UNE GESTION MOINS LIBERALE EN EUROPE.

La logique m'oblige à situer ce point ici, mais la chance veut une fois encore que la qualité des contributions à ce colloque me permette d'évoquer seulement ce qui est dit sur ce point par Robert Fossaert et par d'autres. C'est la réalisation de cet objectif qui empêchera l'apparition d'un mur de l'Europe contre le socialisme comme il y a eu un mur d'argent.

Qu'il s'agisse de structures industrielles, de recherche fondamentale, de la création d'une université européenne, de politique énergétique, de grandes opérations du type avion supersonique, calculatrices ou autres, de politique régionale, il est déjà possible aux Six de déterminer ensemble des objectifs précis qu'ils peuvent poursuivre en commun dans les meilleures conditions techniques. La règle du juste retour n'est pas une règle socialiste. De tels projets doivent et peuvent être multipliés, notamment tous ceux qui s'appuieront sur les secteurs publics nationaux, puisqu'ils ne contribueront guère au

renforcement du profit privé et qu'ils sont les bastions du nationalisme économique.

Une concertation communautaire, voire une programmation, sont également possibles même si elles confrontent des intentions qui dans certains cas consisteraient en de pures prévisions et dans d'autres seraient les objectifs d'une planification nationale.

Il est donc possible de renforcer les liens communautaires et de limiter de la sorte, petit à petit, les comportements nationalistes.

Mais il ne nous paraît pas possible d'accepter le renforcement indifférencié des pouvoirs de la Communauté, précisément parce que les forces dominantes y sont capitalistes.

En d'autres termes, autant les responsables de l'exécution des grands projets adoptés en commun ou de la gestion des politiques définies avec précision peuvent recevoir des pouvoirs de décision effectifs sur l'ensemble du territoire de la Communauté, autant cela ne nous paraît pas possible au niveau de la Communauté elle-même, tant que la lutte contre les forces du libéralisme atlantique ne sera pas gagnée.

C'est donc avec une grande prudence que les délégations de pouvoir pourront être acceptées, cas par cas, et dans la mesure seulement où elles correspondent à une progression dans la voie du socialisme et non à une aggravation de l'ouverture atlantique. Le dosage du compromis évoqué par Fossaert sera à cet égard d'une détermination délicate.

Il est pourtant un domaine où une initiative utile peut être immédiatement prise : c'est celui de la monnaie. Les pays de la Communauté ont besoin d'un instrument de règlement multilatéral. Pierre Mendès France en a fait récemment la suggestion. Cette initiative s'inscrit tout à fait dans le sens que nous suggérons. En effet la gestion commune des réserves monétaires de l'Europe ou d'une partie d'entre elles fournirait un moyen de financer les échanges avec les pays de l'Est ou des crédits au tiers monde, voire des grands projets communs. En outre cela obligerait les pays de la Communauté à lutter ensemble contre toute spéculation attaquant l'un d'entre eux. Cela donnerait à l'Europe des moyens monétaires assis sur une puissance économique plus comparable avec celle des États-Unis, et ce pourrait être le moyen de fournir à la Grande-Bretagne une caution internationale autre que le dollar, ce qui lui permettrait de s'en désolidariser plus facilement. Ce ne serait bien sûr qu'un instrument, pouvant servir à des forces économiques différentes, mais ce serait un instrument utile pour les forces socialistes tendant à la régulation et au contrôle de nos économies.

Ce colloque ne pourrait-il décider la création d'un groupe de travail de la gauche aux fins d'étudier avec précision les moyens d'application de cette suggestion ?

#### 4 - CREER LES CONDITIONS D'UN RENFORCEMENT DU SOCIALISME EN EUROPE.

Ce dernier objectif peut être poursuivi de trois

manières.

Tout d'abord il conditionne le type de négociations à mener avec les pays qui demandent leur adhésion, et surtout la Grande-Bretagne. Pour des raisons d'équilibre politique, nous souhaitons l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe, mais pas au prix d'un renforcement du libre échange international et du capitalisme. Une négociation précise doit donc porter sur le contenu des politiques communes, sur la dissociation des liens monétaires anglo-américains, son calendrier et ses méthodes, sur la nature de la programmation commune possible. A l'issue de telles discussions, l'adhésion de la Grande-Bretagne serait admise si elle apporte une chance supplémentaire au socialisme.

Ensuite, il nous paraît clair que les chances du socialisme en Europe sont liées aux progrès de la prise de conscience qui s'effectue au sein même des forces socialistes. Réconcilier l'Europe et les travailleurs est à cet égard l'objectif majeur. Cela implique que les revendications soient traduites au niveau européen.

Dans ce domaine, la gauche française pourrait suggérer au mouvement syndical de prendre l'initiative de provoquer une rencontre internationale des travailleurs pour rechercher si des objectifs et une stratégie commune sont possibles, pour une politique européenne de plein emploi et des garanties sociales.

Enfin l'objectif de renforcement du socialisme a une deuxième traduction. Il suppose que la construction européenne fournisse des points d'application aux forces syndicales luttant contre le capitalisme. Cela veut dire qu'un Gouvernement socialiste français ne devra accepter des délégations de pouvoir à la Communauté Européenne que lorsqu'elles s'accompagnent de tels points d'appui : représentation du mouvement syndical dans les organes compétents, politique précise définie après consultation des travailleurs et contrôles démocratiques sur l'exécution de cette politique.

La question d'un Parlement européen ne pourrait à nos yeux se poser que lorsque les forces politiques et sociales d'Europe se seront organisées et confrontées au niveau même de la Communauté.

\*

\* \*

Cette politique européenne que nous proposons à la gauche ne satisfera pleinement ni les mystiques de l'Europe supranationale, ni les défenseurs inconditionnels de la patrie. Pire, elle est compliquée, incertaine, risquée. Elle sera donc difficile à expliquer, peu populaire.

Mais la construction du socialisme, tout comme celle de l'Europe, sont aussi compliquées, incertaines, risquées. Ne pas compromettre l'une à travers l'autre, tel est l'objectif qu'il nous paraît nécessaire de poursuivre. Il exigera de très nombreux compromis dont j'ai seulement voulu esquisser les critères.

Toutefois une dernière remarque est nécessaire, ce sera la plus optimiste. La lecture attentive du texte par lequel le P.C. et la F.G.D.S. viennent de préciser leurs divergences sur le problème de l'Europe laisse penser que la politique que nous venons d'esquisser est non seulement la seule qui pourrait concilier le socialisme et l'Europe, mais la seule aussi qui pourrait faire l'unité de la gauche française. Ce ne serait pas la moindre de ses vertus. □

## □ Message de Pierre Mendès France

**E**n proposant à nos réflexions le thème de « l'Europe et la Gauche », les *Rencontres Socialistes de Grenoble* et la *Gauche Européenne* posent une question dont je mesure comme vous l'importance. Si, en effet, la construction européenne n'est encore qu'une œuvre imparfaite, soumise à nombre d'incertitudes, le mouvement lancé et l'Europe projetée désormais sur nos problèmes économiques, financiers, monétaires, sociaux, une dimension nouvelle, à laquelle tous les projets et toutes les décisions doivent désormais s'ajuster nécessairement. Aussi la définition d'une vision commune en matière européenne est-elle devenue indispensable pour les formations de la gauche ; celle-ci doit déterminer maintenant, en fonction de ses principes fondamentaux, les solutions qu'elle préconise pour les problèmes concrets à résoudre.

\*

\* \*

Pour des hommes qui se recommandent du socialisme, l'Europe ne peut être abandonnée ni aux mécanismes naturels du marché ni aux initiatives incontrôlées des cartels et des ententes. Sur le plan européen, comme au sein de chacun des États membres, nous devons promouvoir le plein emploi des hommes, l'accroissement équilibré de la production, une juste redistribution des richesses et une forme de démocratie économique qui permette le respect des intérêts légitimes des travailleurs. Aussi sommes-nous opposés à une Europe qui se limiterait - selon le vœu des forces conservatrices et libérales - à la simple libération des échanges.

Nous devons, à cet égard, exprimer nos inquiétudes devant l'évolution que nous constatons actuellement. La situation de « vases communicants » qui est devenue celle des pays du Marché commun, loin de fournir, comme il le faudrait, un cadre à une action commune pour l'expansion et le plein emploi, conduit trop souvent les gouvernements à donner la priorité aux seules préoccupations de stabilité monétaire. C'est ainsi que des politiques de déflation freinent la

hausse des salaires, font obstacle à l'aménagement des territoires, réduisent les investissements productifs et incitent, en matière sociale, à des alignements vers le bas. Parallèlement, on assiste à une certaine résurgence des nationalismes économiques.

L'ouverture des frontières, si elle ne s'accompagne pas d'une politique concertée, risque de faire du Marché commun un instrument de propagation de la déflation et du chômage ou le champ clos pour des concurrences « au couteau ». Il faut, au contraire, que la Communauté devienne une institution de coopération contre les crises, et pour l'organisation collective de meilleures chances de prospérité. A l'approche d'une compétition de plus en plus vive entre les nations industrielles, dans une conjoncture marquée par les effets de la dévaluation de la livre, par les répercussions des mesures prises par les Etats-Unis afin de remédier aux difficultés du dollar et par la crise du système monétaire international, il faut arrêter des moyens communs d'action et de défense. Face à ces difficultés et aux problèmes qui s'ensuivent, la gauche doit proposer les formes d'une coopération de plus en plus précise, conduisant à une véritable planification européenne.

Cette question présente un intérêt particulièrement important pour un pays comme le nôtre que nous avons poussé vers un type d'organisation économique volontariste et qui voit se réduire, du fait de l'ouverture des frontières, l'efficacité de certains de ses moyens d'intervention économique. Une planification européenne permettrait, d'une part, de ressaisir ces moyens à un niveau plus élevé et au profit d'objectifs communs, et, d'autre part d'organiser l'entraide des Etats Membres pour le succès des actions qui demeureront de leur responsabilité propre. C'est dans ce cadre qu'il convient de définir une conception nouvelle et dynamique de la gestion économique de l'Europe.

\*

\* \*

La première question qui doit être ainsi envisagée concerne la politique monétaire. J'ai fait, à cet égard, à plusieurs reprises, des propositions que je me permets de rappeler ici. La liberté des échanges nécessite une harmonisation des conditions du crédit ; c'est pourquoi, au-delà des accords conclus entre les banques centrales, il faut créer une agence européenne des paiements qui assurerait la compensation des règlements entre les pays membres, permettrait de couvrir certains besoins extérieurs de la Communauté (prêts aux pays sous-développés, crédits pour le commerce avec l'Etat, etc.) et pourrait contribuer à fournir, par la constitution d'un pool des réserves européennes, une solution au problème de la livre sterling. Les questions monétaires (domestiques et internationales) doivent être, d'une manière générale, au premier plan des préoccupations de la gauche et il serait souhaitable que soit poursuivi

l'important effort de réflexion entrepris, dans ce domaine, lors du colloque de Grenoble.

En second lieu, il faut mentionner la politique des investissements. Pour éviter l'apparition de suréquipements industriels ainsi que des contradictions dans la réalisation des infrastructures lourdes, les pays membres de la C.E.E. doivent envisager, pour les branches dominantes, la préparation en commun de leurs programmes, comme je l'ai réclamée avec insistance dès 1956 et 1957. C'est encore en commun qu'ils doivent définir une réglementation des investissements étrangers, notamment américains.

Enfin, on ne saurait trop souligner l'importance de la politique de la science et de la technique. Dans la recherche et dans les secteurs de pointe, la dispersion des initiatives se traduit actuellement par des chevauchements, des doubles emplois, des gaspillages, alors que s'élargit chaque jour la distance qui nous sépare des Etats-Unis et qui met en cause l'indépendance de l'Europe et son avenir. Une conception communautaire doit être définie, pour réaliser l'association des efforts dans le domaine des connaissances techniques et de l'innovation industrielle, et la mise en œuvre d'un ensemble de projets communs.

Toutes ces suggestions conduisent à un type d'Europe qui ne reposera plus sur des procédures diplomatiques mais sur des organismes chargés de faire appliquer les décisions prises et disposant, à cette fin, d'attributions, de responsabilités et de possibilités d'arbitrage.

Il faut noter toutefois que les mécanismes institutionnels ne suffisent pas : la condition essentielle de l'évolution réside dans la volonté des peuples d'assurer la convergence des politiques suivies par les gouvernements. Encore faut-il que les peuples puissent exprimer cette volonté, orienter l'action des autorités nationales et européennes et la contrôler par l'intermédiaire d'organes représentatifs : assemblées démocratiques, forces syndicales et professionnelles, etc.

\*

\* \*

Reste à examiner les problèmes que pose l'élargissement de la Communauté.

La question reste entière, à mon avis, même après l'apparente concession faite, voici quelques jours par le Général de Gaulle. Je ne crois pas du tout qu'il ait infléchi sa politique, même s'il a cru utile de donner au gouvernement allemand une satisfaction d'amour propre et de façade. Les mobiles fondamentaux qui expliquent son attitude de 1963 comme celle de 1967 conservent certainement pour lui toute leur

force et toute leur valeur : son hostilité à l'égard des nations anglo-saxonnes, sa conception d'une Europe dont il entend assurer le contrôle, et surtout le grief qu'il adresse à la Grande-Bretagne de conserver des « liens spéciaux » avec les Etats-Unis. Mais précisément ne vaudrait-il pas mieux proposer aux Anglais un système de coopération monétaire et économique, complet et efficace, susceptible de dégager la livre sterling d'une dépendance qui explique, en définitive, toutes les faiblesses de la politique britannique.

Le problème monétaire est au cœur des difficultés de la Grande-Bretagne qui manque de réserves ; elle porte le poids d'une lourde dette à vue, ce qui met la livre en péril dès que la balance des paiements est en déficit, même modéré. Un pool européen des réserves pourrait contribuer à régler le problème, comme je l'ai déjà dit, et cette possibilité constituerait la contrepartie des disciplines auxquelles elle serait amenée à consentir en application des dispositions communautaires, par exemple, dans le secteur agricole.

N'oublions pas non plus l'importance de l'apport scientifique et technologique anglais et l'intérêt des propositions qui ont été formulées à cet égard. La conjonction des efforts de la Grande-Bretagne et de la C.E.E. dans ce domaine constitue peut-être le seul moyen d'assurer l'essor des industries de pointe européennes et par voie de conséquence, les chances de notre indépendance.

\*

\* \*

Une communauté renforcée et élargie doit permettre aux pays européens de développer une plus active coopération économique avec l'Europe de l'Est et d'amorcer ainsi le rapprochement effectif des deux Europes. Elle peut faire surgir une force neuve, capable d'intervenir dans le règlement des grands problèmes mondiaux et notamment celui que pose le sous-développement.

Sur toutes ces perspectives, nous devons réfléchir et travailler, et nous tenir prêts à l'action qui s'imposera le jour où la gauche prendra le pouvoir. Cette fois, elle n'aura pas le droit d'échouer faute d'une préparation suffisante.

C'est à un effort commun de la gauche dans cet esprit que les organisateurs du Colloque ont voulu nous appeler et c'est pourquoi leur initiative suscite un écho particulier à l'heure où une sorte d'hésitation caractérise la situation internationale et où chacun attend des réponses claires aux questions de plus en plus précises que nous pose l'actualité en France et chez nos partenaires. □